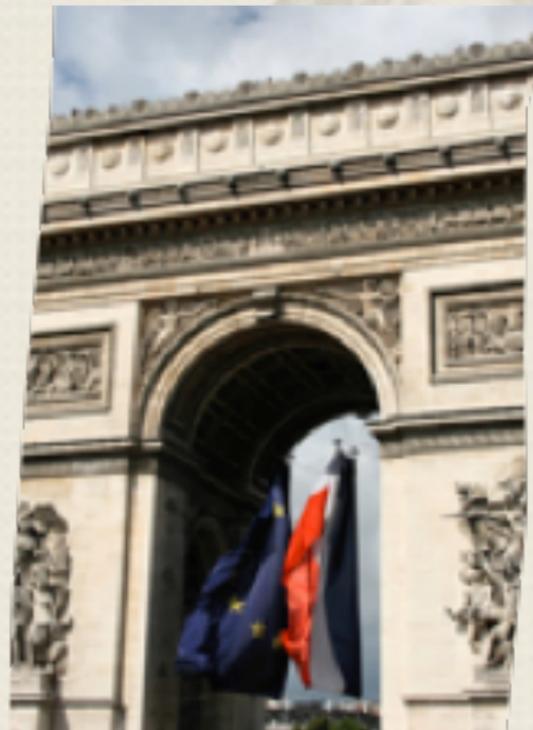


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 18 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) Il est de droite
- 2) Il vise la majorité
- 3) Voilà le résultat "Ni Ni"
- 4) Le Roi ne risque pas des trahisons...
- 5) Ils gagnent un million d'euros
- 6) La Cour de Matignon
- 7) Il est content...



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Jérôme Guedj : "Pour moi, Edouard Philippe a toujours été un homme de droite"



Jérôme Guedj, conseiller départemental PS de l'Essonne, est revenu pour Europe 1 sur la nomination de son ami Edouard Philippe en tant que Premier ministre d'Emmanuel Macron.

Jérôme Guedj l'assure, Edouard Philippe "a toujours été un homme de droite". Conseiller départemental PS de l'Essonne, il est ami avec le Premier ministre d'Emmanuel Macron depuis plus de 20 ans. Et malgré leurs "désaccords politiques", il est très bien placé pour évoquer le cas d'Edouard Philippe. "Je veux tordre le cou à la légende selon laquelle Edouard était un militant socialiste", a-t-il tenu à préciser.

Les deux hommes se sont rencontrés pendant leurs études à Sciences Po. "Je viens de Massy-Palaiseau et lui venait de Rouen. Lui venant de province, moi venant de banlieue, on n'était pas tout à fait dans les clous habituels de Sciences Po donc on a sympathisé assez vite. On est devenu amis à ce moment-là", se souvient-il.

<http://dai.ly/x5mga8e>

"On a de bons désaccords." "On est resté amis dans la vie mais avec des désaccords politiques. Il y a des sujets sur lesquels on peut être d'accord, ça s'appelle la dispute apaisée, mais il y en a d'autres sur lesquels on a de bons désaccords. (...) Il était député à l'Assemblée nationale quand j'y étais comme député. Il n'a pas voté des réformes de gauche que j'ai soutenues comme député", confie Jérôme Guedj.

Edouard Philippe est notamment réputé pour avoir un fort caractère. "C'est la raison pour laquelle je lui ai dit hier par texto que j'avais très envie de le retrouver à l'Assemblée nationale", a confié Jérôme Guedj, actuellement en campagne pour les élections législatives à Massy-Palaiseau. "Il va forcément soutenir les différents candidats de La République en marche! dans les différentes circonscription. J'ai une candidate de La République en marche! qui vient d'être parachutée dans ma circonscription. J'espère pouvoir débattre avec elle et pouvoir retrouver Edouard dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale", raconte-t-il.

La nomination d'Edouard Philippe, "une forme de clarification". Pour que cela se produise, il lui faudrait donc remporter sa circonscription. "Je tracte pour ma campagne et je dis aux gens : 'On a un Premier ministre de droite, il vous faut des députés de gauche'. Et avec la nomination d'Edouard Philippe hier (lundi), c'est une forme de clarification qui est intervenue. J'imagine qu'il va y avoir d'autres ministres Les Républicains. Ça ressemble de plus en plus à une vaste opération de recyclage", estime Jérôme Guedj, qui n'oublie pas la campagne pour les législatives qu'il mène actuellement.

L'amitié qui le lie à Edouard Philippe pourrait-elle lui offrir un poste de ministre ? "Non ! Il sait le non-sens politique auquel cela aboutirait", s'exclame Jérôme Guedj. Fair-play, il a tout de même souhaité bon courage à son ami pour la tâche qui l'attend : "Je lui souhaite bon courage humainement mais j'espère que politiquement, on va le mettre en difficulté."



Par G.D



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Législatives: Mélenchon vise la majorité pour « gouverner le pays »

La France insoumise veut « mettre en échec la politique macroniste »...



Jean-Luc Mélenchon lance la campagne des législatives lors d'une convention nationale de La France insoumise organisée à Villejuif, le 14 mai 2017. - ISA HARSIN/SIPA

N. Se. avec AFP

Candidat malheureux aux présidentielles, et il faut l'avouer, un brin mauvais perdant, Jean-Luc Mélenchon repart au combat pour les législatives. Vendredi, à Villejuif, au sud de Paris, il lançait officiellement la campagne de La France insoumise avec deux objectifs en tête : imposer une cohabitation au futur président et être présent sur tout le territoire français.



Jean-Luc Mélenchon @JLMelenchon
Nous proposons de mettre en place dès juin une cohabitation pour mettre en place notre programme. #LegislativesFi <https://youtu.be/LSKbLDYZxIU>

Candidat malheureux aux présidentielles, et il faut l'avouer, un brin mauvais perdant, Jean-Luc Mélenchon repart au combat pour les législatives. Vendredi, à Villejuif, au sud de Paris, il lançait officiellement la campagne de La France insoumise avec deux objectifs en tête : imposer une cohabitation au futur président et être présent sur tout le territoire français.

« Nous sommes candidats partout, avec comme objectif gouverner le pays et constituer une nouvelle majorité », s'est-il exclamé devant un millier de personnes, candidats, suppléants et directeurs de campagne. Le président de La France insoumise espère que les 7 millions de voix qu'il a obtenues au premier tour de la présidentielle donneront à son mouvement l'élan nécessaire pour remporter le scrutin. « Nous le pouvons, c'est à portée de main, que viennent les jours heureux ! » a-t-il ajouté.

La liste définitive des 577 candidats n'est pas arrêtée, mais Jean-Luc Mélenchon, qui a exprimé lors de son discours sa « fierté » devant la diversité des candidatures au scrutin des 11 et 18 juin, a distillé quelques informations au journal Le Monde. La moyenne d'âge des candidats serait de 41 ans, la parité serait respectée, 63 % n'auraient aucune carte de parti et 88 % ne seraient pas élus.

Petits arrangements entre amis

Si le torchon brûlait entre La France insoumise et le Parti communiste depuis mardi après l'échec des discussions en vue d'un accord pour des candidatures communes, en geste de bonne volonté, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon a finalement déclaré lors de cette réunion que « le comité électoral a décidé que nous ne présenterions pas de candidats là où des communistes sortants ont adressé leur parrainage à Jean-Luc Mélenchon ». Une promesse qui survient après l'annonce de la fédération PCF des Bouches-du-Rhône vendredi du retrait de son candidat dans la 4e circonscription de Marseille et de son soutien à Jean-Luc Mélenchon, qui s'y présente.

Un échange de bons compromis pour permettre à Jean-Luc Mélenchon de réaliser son rêve : « mettre en échec la politique macroniste ». A Villejuif, l'engouement pour le leader de La France insoumise semblait plus fort que jamais. C'est sous les cris, en chœur, de « Résistance » provenant de la salle, que Jean-Luc Mélenchon a conclu son discours : « Nous avons un drapeau clair, il s'appelle la France insoumise, et ya basta ! », a-t-il harangué avant d'entonner une Marseillaise, reprise par toute la salle le poing levé.



III) La droite retient son souffle avant la formation du gouvernement

Par Lucie Delaporte

Fragilisés par la nomination d'un juppéiste à Matignon, Les Républicains essaient de colmater les brèches. Alors que plusieurs figures de la droite et du centre pourraient entrer dans le prochain gouvernement, le parti risque l'explosion.

Encore une journée sans fin. Alors que Les Républicains (LR) tentent d'afficher depuis quelques jours une sérénité qui ne trompe personne, l'annonce du report de la formation du gouvernement de 24 heures les a mis, un peu plus encore, sur le gril. La composition du prochain gouvernement et le nombre de figures de droite qui y figureront pourraient en effet mettre en péril l'unité de leur famille politique, au lendemain de la cuisante défaite de leur candidat à l'élection présidentielle.

L'arrivée du juppéiste Édouard Philippe à Matignon, même si elle était attendue, a déjà affolé — comme escompté — les rangs de la droite qui redoute désormais l'explosion.



Le premier ministre Édouard Philippe, le 15 mai, sur le plateau de TF1. © Reuters

En à peine quelques heures, les fractures qu'elle tentait de dissimuler sont apparues au grand jour, et ce à moins d'un mois seulement du premier tour des élections législatives.

« La nomination par le président de la République d'Édouard Philippe, député et maire Les Républicains du Havre, représente un acte politique de portée considérable. La droite et le centre doivent prendre la mesure de la

transformation politique qui s'opère sous ses yeux », ont indiqué dans une tribune, immédiatement après sa nomination, une trentaine de personnalités de droite parmi lesquelles Nathalie Kosciusko-Morizet, Gérald Darmanin (maire de Tourcoing), Fabienne Keller (maire de Strasbourg), Christian Estrosi (maire de Nice) ou encore Arnaud Robinet (maire de Reims).

Face aux dirigeants LR qui avaient brandi, comme François Baroin, des menaces d'exclusion à l'encontre de ceux tentés par un rapprochement avec La République en marche (LREM) d'Emmanuel Macron avant les législatives, ces signataires avaient demandé « solennellement à [leur] famille politique d'être à la hauteur de la situation de notre pays et de l'attente des Français » en répondant « à la main tendue par le président de la République ».

Un appel à travailler en bonne intelligence avec le futur gouvernement évidemment très mal perçu par l'appareil LR à quelques semaines d'un scrutin majeur où la droite, débarrassée du boulet Fillon, espère encore pouvoir remporter la majorité absolue.



siège LR © Reuters

Plusieurs signataires, comme Christian Estrosi et Fabienne Keller, ont été invités à s'expliquer sur leur loyauté lors du bureau politique qui s'est tenu ce mardi en fin de journée. « Les discussions ont été assez longues car il fallait lever certains malentendus, explique le porte-parole Daniel

Fasquelle. Si la question posée par cette tribune est : faut-il travailler avec le président de la République de façon constructive pour redresser le pays ? La réponse est oui. Nous ne serons évidemment pas dans l'opposition systématique. Mais nous ne donnerons pas de chèque en blanc », prévient le député du Pas-de-Calais.

Virginie Calmels, au nom des juppéistes, a ainsi réaffirmé qu'aucun accord de gouvernement n'avait été passé avec l'exécutif. Ce qui n'exclut pas des accords sur certains sujets, souligne Daniel Fasquelle. « Sur la réforme du travail, nous y sommes favorables, sur la loi de moralisation de la vie politique également, mais nous ne voterons certainement pas d'augmentation d'impôts, comme nous ferons des contre-propositions sur les retraites. Par ailleurs, Emmanuel Macron ne nous paraît pas très clair sur la politique pénale ou les questions de sécurité », affirme-t-il.

Comme la plupart des dirigeants LR, il dénonce dans la nomination d'Édouard Philippe « une manœuvre politique grossière » d'Emmanuel Macron pour faire éclater la droite. Les ténors de la droite ont ainsi rivalisé de formules assassines ces dernières heures pour fustiger le machiavélisme du nouveau président de la République, le renvoyant à l'héritage honni de François Mitterrand.

Alors que le nom d'Édouard Philippe circulait depuis des semaines pour Matignon, la droite avait affûté ses arguments pour tenter de minimiser la portée politique de sa nomination et les quelques ralliements à venir. Ces dernières heures, les dirigeants de la droite se sont ainsi relayés pour déplorer des « débauchages individuels » sans véritables conséquences pour leur famille politique. « Des gens qui vont à la soupe, cela ne fait pas une recomposition politique », ironisait mardi une figure LR jointe par Mediapart, pour qui « la droite tient plutôt bien ».

« Dans les comités de campagne qui ont lieu en ce moment, l'ambiance est plutôt bonne », assure la porte-parole LR Florence Portelli, qui reconnaît néanmoins que « lorsqu'on a fait la campagne de François Fillon, il est vrai qu'on est un peu blindés ».

Au siège de LR, on remarque avec agacement la disparition depuis quelques semaines de certaines personnalités. « Gérald Darmanin ou Bruno Le Maire ne viennent plus et les "lemairistes" comme Sébastien Lecornu, globalement, se planquent », raconte un dirigeant. À entendre certains dirigeants de la droite, les transfuges vont de toute façon se trouver rapidement en difficulté. « Je me demande comment ils vont faire campagne contre des gens qu'ils soutenaient il y a encore une semaine », s'interroge ainsi Daniel Fasquelle.

Ceux qui se rapprochent de LREM sont également accusés par leur famille politique de se tromper de tempo. « Je crains qu'il y ait dans ton analyse une erreur de calendrier », écrit — dans une lettre adressée au nouveau premier ministre et postée ce mardi sur sa page Facebook — Luc Chatel, qui déplore une « faute politique » de son ami. « Nous ne sommes pas le 19 juin au matin, au lendemain d'une élection législative qui verrait la nécessité que les progressistes se rassemblent faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale, poursuit-il. Les Français n'ont pas encore choisi la ligne politique

qu'ils veulent voir appliquer pour les cinq prochaines années, c'est l'enjeu des élections législatives. »

La droite, qui a sensiblement amendé son programme pour les législatives en renonçant aux mesures les plus controversées du candidat Fillon, espère bien que les électeurs de la droite et du centre ne céderont pas aux sirènes de la « recomposition ».

« Après les législatives, il y aura un travail de fond à faire, mais là ce n'est pas le moment », admet Jean-François Copé, qui redoute qu'ouvrir maintenant de grands débats sur la ligne du parti ne fasse exploser sa famille politique. « Nous avons déjà enrayé la tentation d'aller vers l'extrême droite portée par certains chez nous, tout comme nous avons contenu l'hémorragie vers la gauche avec finalement assez peu de ralliements à Emmanuel Macron. La droite doit impérativement tenir sa place. Ma hantise, c'est que Macron réussisse son plan en faisant en sorte qu'entre lui et le FN, il n'y ait plus rien. »

Pour certains, les leçons de la défaite de la droite n'ont toujours pas été tirées. « Si la mission d'Édouard Philippe, c'est de casser la droite, c'est déjà fait », a ainsi affirmé Thierry Solère sur Europe 1 ce mardi, faisant s'étrangler une grande partie de l'état-major LR, déjà mis à rude épreuve ces derniers jours.

mediapart.fr

MAIS AUSSI

1) Ruffin : “Macron, c'est le thatchérisme à visage poupin”

<http://dai.ly/x5mliub>

Ce 17 mai, le réalisateur de Merci patron!, François Ruffin, candidat de la gauche hors-PS dans la première circonscription de la Somme aux législatives, était l'invité de Patrick Cohen sur France Inter. Interrogé sur le vote FN d'une partie de l'électorat ouvrier, et sur ses critiques virulentes à l'égard d'Emmanuel Macron – un adversaire avec qui il “aime boxer”, selon ses mots -, il s'est affirmé comme “force de proposition et non pas seulement d'opposition” pour venir en aide aux personnes les plus fragiles, sur qui “pèse la réduction des déficits”.

“Le problème de plein de boîtes c'est celui de l'actionnaire et des dividendes”, a-t-il soutenu, alors que les dividendes des actionnaires de Whirlpool ont augmenté dans le même temps où l'entreprise d'Amiens était délocalisée. Selon lui, il y a “une colère populaire qui dépasse le seul vote FN”. Et celle-ci va s'accroître si le nouveau président fait preuve de “surdité sociale” : “Si ses premiers actes sont des ordonnances non pas contre la finance, ou face à l'urgence écologique, mais face aux salariés eux-mêmes pour leur demander de se précariser encore plus, ça ne témoigne pas d'une volonté d'apaisement”, a déclaré celui qui considère que M. Macron incarne “le thatchérisme à visage poupin”.

<http://dai.ly/x5mlnrf>

lesinrocks.com

2) Macron : la "révolution" dans la continuité

Candidat soliste à la présidentielle, Emmanuel Macron n'a pas de programme, mais il a écrit un livre : dans Révolution (sic), on saisit plus sa conformité à l'époque que les changements qu'il promet. Mais ne

sous-estimons pas le pouvoir de sa rhétorique...



Honnêtement, le propos est bien emballé. Dans Révolution – rien que ça ! –, Emmanuel Macron livre sa vision politique. Ne nous y trompons pas : elle n'a ni la légèreté d'une bulle médiatique, ni la pesanteur convenue de l'énarchie. Macron en a sous le pied. Suffisamment pour bluffer. L'ancien ministre de l'Économie de l'ère Hollande tente de transformer une logique politique globalement conforme aux normes dominantes pour une "révolution" progressiste. Crédité autour de 15% dans les sondages, ses rouages argumentaires méritent d'être pris au sérieux.

La force de Macron, c'est d'abord une capacité à parler de notre époque. « Le moment que nous vivons est bien celui de la refondation profonde », écrit-il. Nous le suivons. Il restitue la lassitude des alternances qui ne changent rien, l'envie croissante de trouver une autre voie que celles des routines des partis établis. Macron parle du monde moderne, il sait décrire la révolution numérique, la place de la ville, la destruction massive d'emplois à très court terme, les défis environnementaux...

Ainsi, par touches successives, il installe un clivage opposant « les conservateurs et les passésistes qui proposent de revenir à un ordre ancien » aux « progressistes réformateurs qui croient que le destin français est d'embrasser la modernité ». Mais de la description du réel à la reproduction du réel, le pas est en réalité vite franchi si l'on regarde concrètement ce que propose l'homme en marche.

Croissance et réduction des dépenses publiques

Nous voilà page 77, de tout cœur avec lui, cet homme du « pour » et des « passions joyeuses », qui aime Gide et Cocteau, attaché à « la tendresse, la confiance, le désir de bien faire », mais aussi à l'égalité car ce qui tient la France unie, c'est « le rêve d'avoir une nation de citoyens non point semblables, mais égaux en droits, et plus profondément en possibilités »... Et patatras... Nous basculons dans le dur, côté sonnante et trébuchant des propositions.

« Je suis favorable à ce que nous poursuivions une réduction des dépenses publiques », affirme Macron qui parle désormais « croissance » à tout bout de champ, laissant la transition énergétique en rase campagne. L'objectif ? « Réduire les dépenses sans fragiliser la croissance ». Attention, Macron n'est pas un « dogmatique de la rigueur » mais il propose une « baisse durable des dépenses courantes ». Plus loin, il estime que la France a trahi l'Allemagne en 2007 « en arrêtant unilatéralement l'agenda de la réduction des dépenses publiques ».

Ce qu'il imagine, c'est un investissement public dans des domaines clés. Nous ne saurons jamais dans quels secteurs Macron veut « réduire nos déficits permanents, par une réduction des dépenses publiques », mais il entend investir dans la formation, la rénovation thermique et la fibre numérique. Fort bien. Comment ? Au détriment de quels budgets ? Allez savoir... Les besoins modernes qui émergent dans les hôpitaux, les équipements culturels ou la justice, par exemple, ne peuvent se régler par de simples investissements. Mais de nouvelles recettes substantielles, il n'est jamais question avec Macron. Les domaines d'économie sont introuvables. La critique des possédants est littéralement inexistante, comme s'il n'y avait aucun rapport entre la richesse des uns et pauvreté des autres.

Flexibilité et réduction du "coût" du travail

La suite du programme, vous la connaissez. Car c'est bien la feuille de route du Medef qui se trame habilement derrière la novlangue macronienne. « La concurrence protège de la connivence et permet la liberté, c'est essentiel (...) La concurrence est indispensable à l'innovation » : voilà pour l'esprit. Macron concède : « Certains secteurs ne peuvent être abandonnés au seul jeu du marché ». Allez, on signe. Mais lesquels ? La santé ? L'éducation ? La justice ? Macron n'a qu'un seul exemple à offrir : la défense.

Au cours du livre, l'esprit de révolution prend à chaque page un peu plus son envol... Lisez plutôt : « Le "crédit d'impôt compétitivité emploi" (CICE) et le "pacte de responsabilité et de solidarité" auront redonné des marges de manœuvre aux entreprises et stoppé l'hémorragie de l'emploi ». Macron cautionne sans fard ces dizaines de milliards d'euros accordés aux grandes entreprises sans contreparties en matière de création d'emplois. Lisez encore : « Le premier ennemi des jeunes, en particulier les moins qualifiés, c'est le coût du travail ». Difficile de trouver un refrain plus en vogue dans la pensée dominante... Macron veut flexibiliser le marché du travail et faciliter les licenciements. Vous avez aimé la loi El Khomri ? Avec Macron président, vous seriez comblés. Il faut, nous dit-il, en finir avec le coût de la rupture et cesser de vouloir, d'en haut, augmenter les salaires. La réduction des cotisations salariales, c'est son sésame pour augmenter les salaires nets.

Plus iconoclaste, Macron conteste le fait que la protection sociale repose principalement sur les revenus du travail. Mais il ne dit pas sur quoi elle reposerait alors. Vous ne trouverez rien sur une éventuelle réforme de l'impôt ou sur la création de nouvelles taxes sur la rente ou le capital.

Dialogue et négociation

Si Macron n'a pas de recettes, il a une méthode. Et celle-ci est aussi bien connue : cesser d'organiser tout par la loi. Macron, c'est le chantre de la négociation. « Il nous faut plus que jamais de l'agilité et de la flexibilité à tous les niveaux : c'est l'enjeu de la réorganisation de notre code du travail », assène-t-il. « Pour pouvoir offrir aux salariés le meilleur compromis social possible, selon la conjoncture économique et selon les impératifs du secteur, il faut ouvrir davantage de possibilités à la négociation et au dialogue », poursuit-il. Aussi faut-il permettre « aux accords de branche et aux accords d'entreprise de déroger à la loi par accord majoritaire sur tous les sujets souhaités ».

Quant au statut de la fonction publique, il est temps de le remettre en cause pour le rendre « plus ouvert », « plus mobile ». Et les retraites doivent cesser d'être payées par les cotisations sociales mais relever de la solidarité par l'impôt – tiens, voilà la révolution ! Côté protection, Macron est opposé à un revenu universel, mais il souhaite ouvrir les droits à l'assurance chômage aux démissionnaires, ce qui permettrait de créer « un droit universel à la mobilité professionnelle ». Une idée neuve dans ce magma très doxa dominante, fût-elle bien emmitouflée dans de jolis mots et descriptions du monde contemporain.

Tout n'est pas bon dans le Macron, mais reconnaissons-lui quelques partis pris salutaires. Ses propos sur la laïcité relèvent d'une vision plus apaisée de la République que la version Valls, par exemple, et il n'affiche aucun engouement pour la guerre et le tout sécuritaire, ce qui tranche par les temps qui courent... Pour la révolution démocratique, il faudra en revanche repasser. S'inscrivant dans les pas de De Gaulle, les clous de la Ve République lui conviennent, ce ne sont pas les quelques propositions égrenées qui sont de nature à renverser la table.

"Expliquer l'action" au peuple

Comment s'étonner de cette conformité globale à la doctrine contemporaine ? Il s'en prend aux « apparatchiks » plutôt qu'au cœur du fonctionnement institutionnel. Son parti pris concurrentiel se raccorde à une conception politique régie par l'idée de la « gouvernance ». Ainsi, pour le révolutionnaire Macron, le G20 reste le « bon cadre », comme s'il ne correspondait pas aux vieux équilibres issus de la seconde guerre mondiale. Ainsi encore, l'ancien ministre estime-t-il que l'Union européenne est l'institution « pleinement pertinente » pour faire face à la mondialisation.

La conclusion de l'ouvrage donne un éclairage tout à fait saisissant sur l'ensemble : « Il faut donc que le gouvernement se réapproprie l'action, en l'expliquant. Car expliquer, c'est ce qui permet à la société de l'accepter. Quand il n'y a pas de clarté des gouvernement, le peuple se cabre ». Bien sûr, si le peuple est contre une loi, c'est qu'elle n'a pas été correctement expliquée ! Les grèves de 1995 sur la contre-réforme des retraites ? C'est parce que ni le président, ni le premier ministre « n'avaient pris la peine de l'expliquer ». La loi travail, même topo.

Comprenons donc le Macron : ne pas changer de logique politique mais révolutionner le verbe, moderniser la description, mieux bricoler l'alliance entre libéralisme économique et souci de protection. De ce point de vue, c'est réussi. Mais prenons garde, et prenons acte : à gauche, pour tenir la dragée haute à Emmanuel Macron, il ne suffira pas de lui opposer les mots et les recettes du monde passé.

regards.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) En Marche! veut remettre Bayrou à sa place



Emmanuel Macron ne souhaite pas voir François Bayrou endosser un rôle de mentor politique pour son quinquennat.

Après le bras de fer entre En Marche! et le MoDem sur les investitures aux législatives, une mise au point s'impose pour le nouveau président de la République: il est le seul maître à bord. Le Canard enchaîné rapporte ainsi ce propos d'Emmanuel Macron, dirigé contre le centriste ressuscité:

"Bayrou veut jouer les marionnettistes. Il considère qu'il m'a fait roi, que je lui dois tout, que j'ai été élu uniquement grâce à lui et qu'il a fait l'élection. Il veut jouer le président délégué, mais ça ne se passe pas comme ça avec moi."

"Les électeurs n'ont pas voté en ma faveur pour être gouvernés au centre, comme l'affirme Bayrou, ajoute le président débutant, ils ont voté pour moi pour être gouvernés avec les meilleurs de droite et les meilleurs de gauche. »

Le MoDem, combien de divisions ?

Le maire de Pau, pressenti pour devenir garde des Sceaux, pourrait devenir un allié envahissant. Les porte-flingues du président tentent donc de contenir le président du MoDem, sans toujours y parvenir, en attestent les 80 circonscriptions obtenues par les centristes après la fureur de François Bayrou. L'hebdomadaire satirique rapporte ainsi ce cri de guerre du secrétaire général d'En Marche! Richard Ferrand:

"Bayrou, on va lui faire baisser son caquet. Il faut qu'il comprenne qui est le chef."

Même son de cloche chez le député socialiste Arnaud Leroy, fidèle d'Emmanuel Macron: "Il faut qu'il comprenne que ce n'est pas lui qui a été élu. À un moment donné, on va le lui rappeler."

Chez En Marche!, les ambitions de François Bayrou au sein d'une éventuelle majorité présidentielle font tousser. Au plus fort de la crise des investitures, un cadre marcheur s'étranglait dans Le Point: "Comment voulez-vous qu'on lâche 90 circonscriptions à un mec qui pèse 6 %? Il boit ou quoi?"

Un sérieux doute subsistait quant au sérieux de la formation centriste. "Cela fait quinze jours que François Bayrou téléphone partout en France pour trouver 144 candidats à nous proposer", raillait alors une huile d'En Marche!, "il faut avoir une lecture réaliste de la santé militante du MoDem".

Louis Nadau



V) En 2016, plus de 100 banquiers ont gagné au moins un million d'euros en France

Par Franck Bouaziz



38 banquiers travaillant chez BNP-Paribas ont touché plus d'un million d'euros en 2016. Photo Philippe Huguen. AFP

Le nombre de salariés d'établissements bancaires à avoir perçu une rémunération supérieure à 1 million d'euros par an a augmenté de 24%.

Ils ne dirigent pas la banque qui les emploie mais émargent à un salaire annuel supérieur à un million d'euros. Ils étaient exactement 102 salariés d'établissements financiers français exerçant dans l'Hexagone à avoir franchi ce plafond en 2016. Une information révélée, ce mardi, par le quotidien les Echos. Elle émane d'un document public mais peu connu : le rapport sur la politique de rémunération que se doivent de publier, chaque année, les banques qui exercent dans l'Union européenne.

On y apprend ainsi qu'en 2016, 42 salariés de la Société générale, en fonction en France, ont perçu plus d'un million d'euros. Ils sont 38 chez BNP-Paribas, 14 chez Natixis et 8 au Crédit agricole. La plupart de ces banquiers exercent dans les activités dites de «marché», où les montants traités sont évidemment plus importants que dans la banque de détail où l'on fait du financement de prêt immobilier pour des particuliers ou de la trésorerie d'entreprise pour les PME. Les rémunérations de ceux qui parient sur les taux d'intérêt, le prix des matières premières ou le marché des changes atteignent donc des sommes à six chiffres, dont une part importante est proportionnelle aux résultats obtenus.

Mieux payés que certains patrons de banques

Cette catégorie est en hausse cette année pour deux raisons, semble-t-il : les activités de marchés se portent bien dans l'Hexagone et le Brexit commence à faire partir de Londres certains banquiers de cette catégorie qui peuvent choisir de (re) venir s'installer à Paris.

Certes, depuis la crise financière de 2008 qui a révélé bien des excès dans les gains de certains golden-boys et leur mode de calcul, l'Union européenne a décidé de se mêler du sujet. Une directive, adoptée en 2013, plafonne la rémunération variable à deux fois la rémunération fixe pour ceux qui perçoivent plus de 500 000 euros par an.

Mais ces banquiers millionnaires sont aujourd'hui mieux payés que certains patrons d'établissements financiers dont le PDG de la Banque postale qui émarge à 450 000 euros et celui du Crédit mutuel-CIC, dont le salaire annuel est de 720 000 euros. Même au sein de BNP Paribas, le numéro 1, Jean-Laurent Bonnafé, (4 millions d'euros), est dépassé par un de ses salariés qui apparaît dans une tranche comprise entre 5 et 6 millions d'euros de gains pour 2016.

Franck Bouaziz

**1) La dette publique, un nuage noir au-dessus d'Emmanuel Macron**

Par Laurent Martinet,



Le président élu Emmanuel Macron, le 10 mai 2017 à Paris afp.com/Eric FEFERBERG

L'Insee a revu à la hausse son estimation de dette publique pour 2016. Un facteur qui risque de peser sur les prochains budgets du gouvernement.

N'en déplaise à Michel Sapin, qui s'apprête à passer le relais à son successeur, la dette publique n'a pas été maîtrisée pendant le quinquennat Hollande. Elle est passée de 95,6% du PIB en 2015 à 96,3% en 2016, d'après les derniers chiffres publiés par l'Insee. Une hausse continue, même si elle ralentit. Elle compromet l'équilibre budgétaire du programme d'Emmanuel Macron, qui a prévu sur son quinquennat 60 milliards d'économie sur la dépense publique mais aussi 50 milliards d'investissements.

Pour l'instant la France gagne à s'endetter

Les déficits se sont accumulés chaque année, malgré tous les efforts pour réduire la dépense publique. Le déficit est passé de 3,9% du PIB en 2014, à 3,4% en 2016. Mais la France a bénéficié de la politique accommodante de la BCE pour financer sa dette. A mesure qu'elle augmentait, son coût pour les finances publiques diminuait du fait de la faiblesse des taux d'intérêts.

La charge de la dette est passée de 44,5 milliards d'euros en 2008 à 41,8 milliards en 2017, relève France Trésor. Les investisseurs sont prêts à payer pour prêter à la France, valeur refuge, et la levée de dette est devenue un de ses business. Le Trésor vient de lever 7,5 milliards d'euros à taux négatifs, alors qu'il ne cherchait que 6 milliards.

Un phénomène "d'anesthésie", dénoncent Les Echos. Il pose en tous cas deux problèmes. D'abord, l'amélioration de la conjoncture en zone euro va rendre à moyen terme la politique de la BCE indéfendable. Il faut s'attendre à une remontée des taux à partir de 2018, et s'endetter ne sera plus une aussi bonne affaire. Depuis fin 2016, les titres de dette à 10 ans ont commencé à remonter. Ils sont proches de 1%, un niveau encore très faible.

Respecter la limite de 3% du déficit sera difficile

Dans ce contexte, réduire le déficit deviendra de plus en plus nécessaire. Le programme d'Emmanuel Macron sera mis sous pression, alors que ce dernier s'est simplement engagé à rester "dans l'épure" des 3%. Ce qui reste un déficit, et qui creuse donc la dette. "Il y a le non-dit du coût à court terme des réformes, notamment de la volonté présidentielle de relancer l'investissement, de renforcer les moyens humains de certains ministères, d'élargir à tous la couverture chômage, tout cela ne facilite pas l'équation budgétaire", note pour Xerfi l'économiste Olivier Passet.

"Ces nouveaux coûts doivent être gagés sur des baisses de dépenses toujours conflictuelles et à hauts risques pour la conjoncture", prévient-il aussi dans son analyse. Le tout sous le regard de Berlin et de Bruxelles, qui estiment que la France a toujours été trop dépensière.

2) La France des plans sociaux attend le gouvernement

Par Manuel Jardinaud

Ils travaillent pour des sous-traitants de l'industrie automobile, des fabricants de matériel pharmaceutique, des cigarettiers ou des enseignes spécialisées dans le commerce du textile. Ces salariés ont un point commun : leur activité ne tient plus qu'à un fil, parfois juste à une signature pour valider un plan social ou à un jugement pour confirmer une fermeture d'usine. Le gouvernement va devoir rapidement leur faire des signes pour qu'ils puissent espérer.

GM&S fait la une. Les 283 salariés de ce sous-traitant de l'industrie automobile de La Souterraine (Creuse), dont l'usine risque de fermer à la fin du mois, multiplient les actions. Ils occupent le site en menaçant de le faire exploser. Ce mardi 16 mai, ils organisaient une manifestation de la dernière chance pour crier leur colère et appeler à l'aide le nouvel exécutif (lire notre reportage sur place).

Les GM&S ne sont pas seuls. Pas seuls à bientôt subir un coup d'arrêt, caractéristique d'une situation de l'emploi qui demeure fragile pour les sous-traitants automobiles. Et dont le gouvernement va devoir se préoccuper sérieusement et rapidement s'il veut éviter d'autres occupations et drames humains. Le 2 mai dernier, c'est Nobel Plastiques, spécialisé dans le transfert de fluides et la fabrication de tubes et de composants pour les voitures, qui a annoncé un plan social pour son usine de Vitry-le-François (Marne). Le site de cette filiale du groupe turc Orhan, qui emploie actuellement 277 salariés, va supprimer au moins 120 postes, dont 40 dès cette année et 80 en 2018. Le processus étant encore en cours, les salariés attendent un geste des pouvoirs publics et des donneurs d'ordres.

La casse chez les sous-traitants automobile est loin d'être terminée. À Charleville-Mézières, dans les Ardennes, le fabricant de climatisation pour l'automobile Hanon Systems a annoncé début mars un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) concernant 54 salariés. Les négociations se sont conclues le 15 mai. Selon le magazine spécialisé L'Usine nouvelle, le site employait 1 300 personnes en 2004 et ne devrait plus compter que 350 salariés à l'horizon 2019-2020.

Dans d'autres activités, les difficultés menacent également l'emploi à grande échelle. L'agonie du dernier fabricant de cigarettes de l'Hexagone, la Seita, illustre les difficultés de ce secteur dues à une baisse tendancielle de la consommation de tabac, mais aussi aux ravages des pratiques du capitalisme financier d'un groupe, Imperial Tobacco, actuellement propriétaire de l'ancienne compagnie nationale. Mediapart avait documenté, en juillet 2016, la sous-estimation du prix de vente d'une filiale logistique qui avait conduit le fisc français à lui réclamer 288 millions d'euros.

La somme est extravagante alors qu'aujourd'hui le groupe américain, n° 3 mondial sur son marché, est en passe de fermer sa dernière usine française à Riom (Puy-de-Dôme) et son centre de recherche à Fleury-les-Aubrais (Loiret). Cette opération conduira respectivement à la suppression de 239 et 87 emplois. Un précédent plan social, en 2014, avait déjà touché la Seita avec la fermeture de l'usine de Carquefou (Loire-Atlantique) et la perte de 366 postes.

Après l'annonce de la mise en place d'un PSE en novembre dernier, les discussions avec les représentants des salariés ont débuté début mars. Elles doivent se conclure le 7 juillet prochain avec, si le plan social est homologué par les services de l'État, une fermeture effective fin septembre. À Riom, « la négociation est tendue, reconnaît le délégué CGT Sébastien Delpierre. La direction pourrait aller au-delà de ce à quoi elle s'est déjà engagée ». Depuis l'annonce, les salariés ont multiplié les actions, bloquant notamment un site de logistique.

Selon nos informations, la question de la durée et du financement des mesures d'accompagnement est au cœur de ces négociations ardues. Sébastien Delpierre s'avoue très soucieux des près de 150 « ouvriers de base », conducteurs de machine et régleurs souvent jeunes, qui ont besoin d'une formation longue s'ils souhaitent se reconverter sur ce territoire peu industrialisé. En attendant, les salariés de la Seita de Riom continuent leur combat pour sauver ce qui peut l'être. Ce mercredi, un projet de reprise du site



La MontagneCompte certifié @lamontagne_fr

Les salariés de la Seita bloquent un site logistique dans le Rhône http://www.lamontagne.fr/riom/social/2017/05/05/les-salaries-de-la-seita-bloquent-un-site-logistique-dans-le-rhone_12391449.html

...

en société coopérative d'intérêt collectif (Scic) doit être présenté au personnel par les syndicats. Il sera ensuite soumis à la direction d'Imperial Tobacco afin de discuter d'une possible aide financière.

Si le nouveau locataire de la rue de Grenelle, au ministère du travail, souhaite bien occuper ses journées en dehors des réformes annoncées du code du travail et de l'assurance chômage, il ou elle aura le loisir de se plonger dans une carte de France et de scruter ces bassins d'emplois où le chômage s'incruste. Comme à Feurs, dans la Loire, où la direction et les syndicats de la fonderie CastMetal ont signé le 20 avril un accord qui entérine les licenciements de 51 des 248 salariés, à l'issue d'une grève qui aura duré 14 jours et permis de « sauver » 5 postes... Ou à Marseille, où le fabricant d'aérosols pharmaceutiques Aéropharm doit fermer son usine fin juin, laissant là aussi sur le carreau 50 salariés.

Certes, les plans de sauvegarde de l'emploi ne provoquent pas la majorité des licenciements en France. Ils sont même en baisse ces deux dernières années. Selon les derniers chiffres disponibles auprès du ministère du travail, les services de l'État ont homologué 696 PSE entre septembre 2015 et septembre 2016, contre 773 sur la même période un an auparavant. Mais ils provoquent un effet loupe qui permet de se faire une idée de la santé défailante de certains secteurs économiques. En revanche, impossible de connaître le nombre exact de salariés impliqués dans ces PSE, la Dares, l'organisme statistique lié au ministère du travail, expliquant que les données ne sont pas assez fiables car les entreprises font souvent montre d'imprécision en remplissant les documents administratifs.

L'industrie n'est pas la seule touchée. Le plus emblématique plan social de ces derniers 18 mois demeure celui en cours au sein du commerce de textile. Mediapart a comptabilisé la perte d'au moins 3 000 emplois depuis l'automne 2015. Pis, le groupe Vivarte (André, La Halle aux chaussures, Naf Naf...), qui s'est déjà séparé de 1 300 salariés fin 2015, prépare un nouveau plan de départs contraints concernant au bas mot 570 personnes. La mythique enseigne au motif vichy rose, Tati, est quant à elle en vente. Le sort de de 1 740 salariés est jeu.

Chez Whirlpool, qui fut un enjeu politique entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron durant la campagne du second tour de la présidentielle, le sort des salariés est désormais scellé. Un accord a été trouvé avec l'intersyndicale le 8 mai dernier, après 12 jours de grève. Actant symboliquement la fermeture définitive du site, dont la production va être délocalisée en Pologne. Pour les 290 salariés et les 400 sous-traitants et intérimaires, il restera juste l'écho des paroles incantatoires d'Emmanuel Macron se voulant rassurant pour leur avenir : « Je vais vous former ! », leur avait-il lancé. Pas sûr que cela suffise pour sauver leur vie de salarié.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Découvrez l'intégralité du gouvernement d'Edouard Philippe



Le Premier ministre Edouard Philippe, le 15 mai 2017 à Paris (AFP/joel SAGET)

Après 48 heures de suspense, la composition du premier gouvernement du quinquennat d'Emmanuel Macron a enfin été dévoilée.

Après 24 heures de report, le premier gouvernement du quinquennat Macron a été dévoilé ce mercredi après-midi à 15h . Une équipe que le nouveau président veut d'une probité irréprochable, paritaire, ouverte à la société civile et surtout «et de droite et de gauche», une rupture dans la vie politique.

La composition du gouvernement :

Gérard Collomb, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur
Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition Ecologique et Solidaire
François Bayrou, ministre d'Etat, garde des Sceaux
Sylvie Goulard, ministre des Armées
Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires.
Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé
Françoise Nyssen, ministre de la Culture
Bruno Le Maire, ministre de l'Economie
Muriel Penicaud, ministre du Travail
Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Education nationale
Jacques Mézard, ministre de l'Agriculture
Gérald Darmannin, ministre de l'Action et des Comptes publics
Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation
Annick Girardin, ministre des Outre-mer
Laura Flessel, ministre des Sports
Elisabeth Borne, ministre déléguée de la Transition écologique chargée des transports
Marielle de Sarnez est ministre déléguée chargée des Questions européennes

Christophe Castaner, porte parole du gouvernement, Secrétaire d'Etat en charge des Relations avec le Parlement
Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité des femmes et des hommes
Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées
Mounir Mahjoubi, secrétaire d'Etat chargé du numérique

leparisien.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

1) **Macron livre l'économie et le social à la droite**

Laurence Mauriaucourt



Ministère de l'action et des comptes publics : Gérald Darmanin, chargé de penser l'avenir des services publics avec une calculette et une montre. (Photo AFP)

En donnant les clés de Matignon à Edouard Philippe et celles de Bercy à Bruno Le Maire, Emmanuel Macron lance son offensive libérale. Le casting du gouvernement comporte d'autres indices favorables aux politiques droitières et au Medef.

Les ministères qui auront à traiter des dossiers économiques et sociaux sont entre des mains qui ne serrent pas d'emblée celle des syndicats et des salariés. Il a beau soigner son image de Gaulliste social depuis qu'il est maire de Tourcoing dans le Nord, Gérald Darmanin (LR) a été formé à l'école Sarkozy. Il pourra appliquer les cours de son mentor, puisqu'il se retrouve en charge d'orchestrer les suppressions de postes dans la fonction publique, dans le cadre d'un ministère intitulé « action et comptes publics ». Ou comment réduire les missions des services publics à un simple exercice comptable, dans le cadre de l'austérité budgétaire.

Encore ce matin, Pierre Gattaz appelait de ses vœux des profils de ministres qui connaissent le monde de l'entreprise pour servir les intérêts du Medef en matière de casse du code du travail. Monsieur est servi avec Muriel Pénicaud. La nouvelle ministre du travail n'est autre qu'une ancienne DRH de Danone, passée par Dassault System, Orange ou encore la SNCF. Depuis janvier 2015, elle dirigeait Business France, agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française.

Deux autres constats inquiétants : l'industrie a été rayée de la carte et il manque le logement, pourtant grande priorité des Français. Quant à la promesse du candidat Macron de créer un Ministère des droits des femmes de plein exercice, elle est passée à la trappe.

Laurence Mauriaucourt Journaliste



2) **Le tandem Macron/Philippe, une "chance pour la France" selon Gattaz**



Le tandem Macron/Philippe, une "chance pour la France" selon Gattaz

Le patron du Medef se félicite de la nomination d'Edouard Philippe à Matignon.

Le patron des patrons, Pierre Gattaz, a estimé mardi que le tandem exécutif français Emmanuel Macron/Edouard Philippe marquait un "souci d'ouverture" et "une chance" de redresser la France par des réformes.

"Il y a une chance pour la France de se redresser et de retrouver de l'espoir. Ensuite, que l'on soit à gauche ou que l'on soit à droite, il faut saisir cette chance", a déclaré le responsable de l'organisation patronale Medef sur la chaîne télévisée CNews.



3) **EDF décroche en Bourse après l'entrée de Nicolas Hulot au gouvernement**

Etienne Goetz

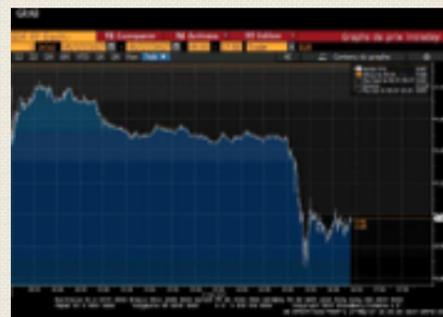


Les investisseurs craignent que le nouveau ministre ne mette en place une réglementation défavorable à EDF. - Shutterstock

L'action de l'électricien perd près de 5 % dans la foulée de l'annonce du gouvernement.

A peine nommé « ministre de la transition écologique et solidaire », Nicolas Hulot provoque déjà des remous sur les marchés. En effet, le titre EDF a brutalement décroché, perdant jusqu'à 6,7% à 8,83 euros. Les investisseurs craignent que le nouveau ministre ne mette en place une réglementation défavorable à l'exploitant des centrales nucléaires en France.

Durant la campagne, Nicolas Hulot s'est exprimé à de nombreuses reprises sur ce sujet. Dans Libération notamment, il assurait qu'il fallait « repositionner EDF [...] dans une trajectoire compatible avec celle de la transition énergétique [...] Problèmes industriels, pertes de compétences, risques sur la sûreté nucléaire, fragilité financière, cette entreprise chère aux Français apparaît de plus en plus comme un colosse aux pieds d'argile à l'avenir incertain », soulignait-il.



(c) Bloomberg

« Alors que partout ailleurs la transition énergétique s'accélère, EDF se rapproche d'Areva, surinvestit dans des projets nucléaires coûteux comme Hinkley Point et n'investit pas suffisamment dans les énergies renouvelables », a-t-il ajouté dans les colonnes de Libération. « Le nucléaire

fait partie du monde d'hier », avait-il encore estimé également au micro d'Europe début avril 2016.

EDF est l'un des dossiers majeurs auquel le ministre participera, d'autant plus que l'Etat détient plus de 80% du capital et qu'il vient de participer à hauteur de 75% à une augmentation de capital de 4 milliards d'euros. Les points de tensions concernent, entre autres, la fermeture de la centrale de Fessenheim et la régulation des tarifs.

A noter toutefois que l'action EDF avait grimpé de près de 7 % mardi après la nomination d'Edouard Philippe. Son passage chez Areva, comme lobbyiste, avait alimenté des espoirs d'une action gouvernementale plus favorable au nucléaire.

@etiennegoetz-



VII) Economie: ce que proposait le candidat Le Maire, ce que devra faire le ministre

Par Pauline Moullet



Bruno Le Maire arrive à Bercy, le 17 mai. Photo Christophe Archambault. AFP

Le nouveau locataire de Bercy penche beaucoup plus à droite que ce qu'a proposé Macron pendant la campagne de la primaire LR.

Bruno Le Maire s'est finalement recyclé auprès d'En Marche. Plus à droite que le président, le nouveau ministre de l'Economie devra défendre des propositions bien plus modérées que ce qu'il avait proposé lors de sa campagne de la primaire à droite. Voire en contradiction. Baisse des dépenses publiques, réduction du nombre de fonctionnaires, réforme du Code du travail, hausse de la CSG... Le Maire avait axé sa campagne sur plusieurs mesures économiques fortes. Il risque de finir fort frustré, sous les ordres d'un Macron dont le programme, en comparaison, pourrait presque passer pour de gauche.

Sur la CSG, point majeur du programme macronien pour renforcer le pouvoir d'achat, Le Maire devra ainsi faire l'exact inverse de ce qu'il proposait cet automne. Lui qui prônait une «baisse générale de la CSG [...] par souci de justice» devra, à l'inverse, mettre en œuvre une hausse de 1,7 point de la contribution sociale généralisée. Sur la réduction des dépenses publiques, le ministre alors candidat prévoyait une baisse de 80 à 90 milliards d'euros. La tâche sera moins ardue avec Emmanuel Macron, qui reste dans la continuité de ce qui a été proposé sous Hollande, à savoir une diète de 60 milliards en cinq ans. Soit 30% de moins.

Sur la baisse du nombre de fonctionnaires, Le Maire risque là aussi d'être déçu. Alors qu'il voulait supprimer 500 000 postes, il devra finalement se satisfaire de la suppression de 120 000 emplois. Celui qui assurait mettre en place une réforme par ordonnance pour repousser à 65 ans l'âge de départ à la retraite devra finalement se contenter du statu quo: son président a prévu de le maintenir à 62 ans. Ils se rejoignent toutefois sur la fin des régimes spéciaux: Macron a prévu d'aligner le public sur le privé.

Concernant l'assurance chômage, Bruno Le Maire voulait carrément privatiser Pôle emploi. Le nouveau président de la République, lui, n'a rien proposé de moins que d'étatiser l'Unédic. Il prévoit aussi d'étendre les droits à l'assurance chômage, mais en suspendant les allocations si le demandeur refuse deux offres d'emploi. Les deux s'accordaient sur les dysfonctionnements du système... pas vraiment sur les moyens d'y remédier.

Ils se rejoignent un peu, en revanche, sur la réforme du travail, puisque Le Maire comptait lui aussi libéraliser le marché du travail grâce à une ordonnance sur le dialogue social, dans laquelle il souhaitait «consacrer la primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche». Mais sur les 35 heures, Le Maire prévoyait «d'adapter le temps de travail à la compétitivité des entreprises, en sortant du dogme des 35 heures», alors que Macron a promis qu'il ne toucherait pas à la durée légale du temps de travail. Ils pourront toutefois peut-être trouver un terrain d'entente, puisque le président a expliqué que «les horaires effectifs ou l'organisation du travail seront négociés au plus près du terrain», par des accords d'entreprises.

Sur la fiscalité, et alors qu'il souhaitait supprimer l'impôt sur la fortune (ISF), Le Maire devra faire avec la «réforme en profondeur» proposée par Macron. C'est-à-dire avec un ISF réduit à l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), qui ne s'appliquera pas aux investissements «dans l'économie réelle», mais continuera d'exister malgré tout.

Macron va plus loin et se droitise par rapport à Le Maire sur un point: la défiscalisation des heures supplémentaires (mise en place sous Sarkozy et supprimée par Hollande), non évoquée par le ministre de l'Economie lors de sa campagne pour la primaire.

Les deux pourront toutefois trouver un terrain d'entente sur quelques sujets. Ils se rejoignent tous les deux sur le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qu'ils veulent remplacer par une baisse de cotisations patronales, et sur le Régime social des indépendants (RSI), qu'ils comptent supprimer.

Pauline Moullet



A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU